



17 Décembre 2020 : Construisons un monde d'après répondant aux besoins sociaux et environnementaux



Décembre 2020

Le monde du travail et les populations sont confrontés à une crise à la fois économique, sanitaire et social.

LES SALAIRES STAGNENT, LES ACTIONNAIRES SE GAVENT.

Ce sont les choix du passé, exonération de cotisation dites patronales, crédit d'impôt pour les entreprises, le pillage de la protection sociale, la destruction méthodique des services publics, casse de l'outil industriel... qui ont engendré le chômage de masse, la pauvreté, l'explosion des inégalités.



Ces choix contestés par la CGT et de nombreux salariés, retraités et Privé d'emploi ont engendré la crise, pourtant le gouvernement et le patronat continuent et accélère cette politique économique. On ne résout pas un problème avec les mêmes méthodes qu'ils ont engendré.

Imposons notre jour d'après !

Augmenter les salaires, les pensions et les minimas sociaux

La pauvreté explose, tout comme le chômage de masse, de plus en plus de personnes sont dans l'incapacité de répondre à des besoins aussi simples que se nourrir, se loger, se chauffer...

La crise de la Covid a dégradé la situation plus que 2 millions de Français ont perdu 16 % de leur salaire net avec l'activité partielle soit l'équivalent de ce qu'il consacre en moyenne à leur dépense alimentaire.

Augmenter les salaires, c'est urgent !

La CGT revendique 1800 € brut comme base de départ pour le SMIC, les grilles de salaire, les pensions minimums et les minimas sociaux.

La CGT revendique l'augmentation de tous les salaires, 300 euros pour toutes les pensions de retraite.

SEGUR Santé : Pétrole contre Nourriture

Afin de rattraper la faiblesse de rémunération des personnels, sous la pression des mobilisations, le **gouvernement cède** :

- + 183 € nets / mois pour tous les professionnels non médicaux au sein des établissements de santé et EHPAD publics & privés non lucratifs (+160 € nets / mois pour le secteur privé lucratif)
- + 35 € nets / mois en moyenne de rémunération supplémentaire pour les personnels au contact des patients.

Pas pour tous

Les salariés du social, une partie du médicosocial, ou dans services d'aide, d'accompagnement et de soins à domicile pour les personnes âgées ne sont pas concernés par les augmentations des salaires.

Conditionner les aides aux entreprises pour l'emploi ! L'ÉCHEC DU CICE... REPRODUIT AVEC LE PLAN DE RELANCE

Le cas du CICE est exemplaire de l'inefficacité des aides publiques octroyées sans contrepartie.

Le dernier rapport de France Stratégie est sans appel :

- L'effet sur l'investissement des entreprises est quasi nul
- L'effet sur l'emploi est extrêmement faible (100 000 emplois créés)
- Le coût est exorbitant (90 milliards d'euros en 5 ans)

A la place du CICE, nous aurions pu créer **300 000 emplois publics**, dans des secteurs stratégiques comme la santé, l'enseignement, les métiers du soin et la transition écologique.

Développer l'emploi en réponse aux besoins

La Seine-et-Marne c'est :

Le 99e département en termes d'accès aux soins. (Médecine de ville)

Des hôpitaux exsangues et de nombreux kilomètres pour se faire soigner

La fermeture des accueils physiques dans les services publics.

Un manque important de personnel dans l'éducation nationale...

Les fermetures s'annoncent, les délocalisations de services aussi.

Dans l'industrie :

Que ce soit à Grandpuits ou le groupe Total supprimera à terme plus de 750 emplois, dans le commerce où les groupes annoncent des suppressions d'emplois, ou bien à Enedis qui vient de décider de la fermeture du centre de Melun, ces suppressions d'emplois sont toutes dictées par la recherche de profits supplémentaires.

Dans les services publics, les fermetures de service, non renouvellement de départ en retraite et la fermeture des accueils physiques se multiplient.

L'état entend faire payer les cadeaux accordés au patronat en diminuant les services publics en Seine-et-Marne.

La CGT porte l'exigence que l'on puisse vivre et travailler en Seine-et-Marne et propose :

- De développer l'industrie en réponse aux besoins.
- La sécurisation de l'emploi la recherche d'alternatives pour produire dans de meilleures conditions environnementales et sociales
- Le redéploiement et l'embauche sous statut dans les services publics
- La réduction du temps de travail à 32h/Semaine sans réduction de salaire

Sécurité Globale Non Merci !

C'est donc dans le cadre d'une procédure accélérée que la proposition de loi relative à la « sécurité globale » est examinée par le parlement.

Ce texte représente une nouvelle remise en cause de la liberté de manifester, L'utilisation de drones et de caméras permettant la reconnaissance faciale des militants constitue un outil supplémentaire de surveillance généralisée.

Ce texte est une atteinte à la liberté d'informer.

La liberté de la presse est également remise en cause avec la création d'un nouveau délit qui condamne la diffusion d'images d'agents des forces de l'ordre. Cela constitue une atteinte inacceptable à la liberté d'informer.

Ce texte met en œuvre la privatisation de la sécurité publique.

Ce texte habilite des entreprises de sécurité privée à exercer des missions de service public. De même que les polices municipales se voient dotées de prérogatives importantes qui relèvent des missions de l'état.

La déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 affirme le droit inaliénable à la sûreté qui protège les citoyen-ne-s de l'arbitraire de l'état et l'immunise contre les arrestations ou les emprisonnements arbitraires.

Interpellons le Préfet de Seine-et-Marne

Salariés, Retraités et Privés d'emploi, la CGT appelle le monde du travail se mettre en grève et se rassembler :

Rassemblement et interpellation de la préfecture de Seine et Marne

Le Jeudi 17 décembre à partir de 10h

Portons ensemble l'exigence d'un monde d'après répondant aux besoins sociaux et environnementaux